Franziska METZGER, François VALLOTTON, dirs,
L'historien, l'historienne dans la cité

Lausanne, Éd. Antipodes, coll. GRHIC, 2009, 210 p.

Anthony Michel

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/241>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.241

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2010

ISBN : 978-2-8143-0024-8

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Anthony Michel, « Franziska METZGER, François VALLOTTON, dirs, *L'historien, l'historienne dans la cité* », *Questions de communication* [En ligne], 17 | 2010, mis en ligne le 23 janvier 2012, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/241> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.241>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Tous droits réservés

Franziska METZGER, François VALLOTTON, dirs, *L'historien, l'historienne dans la cité*

Lausanne, Éd. Antipodes, coll. GRHIC, 2009, 210 p.

Anthony Michel

RÉFÉRENCE

Franziska METZGER, François VALLOTTON, dirs, *L'historien, l'historienne dans la cité*. Lausanne, Éd. Antipodes, coll. GRHIC, 2009, 210 p.

- 1 Dirigé par Franziska Metzger et François Vallotton, *L'historien, l'historienne dans la cité* rassemble les communications présentées lors d'un colloque organisé par le Groupe de recherche en histoire intellectuelle contemporaine (GRHIC) et qui met en contact les chercheurs rattachés à diverses universités helvétiques et étrangères travaillant sur la thématique de l'histoire intellectuelle contemporaine en Suisse. L'ouvrage comprend trois chapitres : « Histoire, économie et société » examine la trajectoire et l'usage de l'Histoire et/ou de l'historien(ne) à travers différents champs – communicationnel, politique, économique et social – de la société ; « Vulgarisation et médiatisation de l'histoire » analyse le traitement de l'histoire d'un point de vue culturel, médiatique et pédagogique ; « Représentations et fonction sociale de l'historien » se concentre sur la question de la mémoire. Questionner le rôle de l'historien et/ou de l'historienne en Suisse est pertinent et les pistes de réflexion nombreuses. Ainsi télévision, enseignement secondaire, politique sont-ils quelques-uns des sujets traités qui, en dépit de leur diversité, sont saisis selon des modalités proches par les auteurs. En effet, tous partent du travail de l'historien pour progressivement glisser vers la prise en compte du contexte dans lequel celui exerce.
- 2 La première contribution (Franziska Metzger), un peu en écart par rapport à celles qui suivent, traite de la construction des discours historiques. L'auteure se focalise sur le

fonctionnement de ceux-ci, sur les mécanismes discursifs et performatifs de la construction identitaire de groupes tels ceux réunissant les entrepreneurs de mémoire, qu'ils soient témoins ou historiens. Elle montre l'évolution de ces « communautés de communication » en « communautés de savoir » et en « communautés de mémoire » (p. 20). Les propos historiques pouvant être relatés dans certains milieux de mémoire « présupposent des processus complexes de sélection de différents stocks de savoirs et de discours sociaux » (pp. 24-25). C'est pourquoi le travail de l'historien réside en « l'observation rétrospective » de ces réalités sociales mémorielles – par les témoignages, les archives, etc. – dans le but de valider ou non ce qui est énoncé. Le travail de l'auteur est donc double : il renvoie à « la mise en parole des représentations sociales » et au « croisement des différents champs discursifs » (p. 30).

- 3 Après ces propos liminaires, la contribution d'Irène Hermann met en perspective le pouvoir pris par les hommes politiques par rapport à leur « utilisation » de l'Histoire. Ces derniers sont à l'origine d'ouvrages sur le passé qui peuvent contenir des « distorsions » pouvant aller « de l'exemplification à l'occultation en passant par la falsification » (p. 39) ; le tout permettant de qualifier des idées et orientations politiques. Mais si l'auteur montre ces liens, c'est avant tout pour insister sur le rôle primordial de l'historien dans la connaissance du passé. C'est à la sphère économique que s'intéresse Malik Mazbouri, à travers la figure de Julius Landmann, émigré juif d'Europe orientale. Ce dernier s'est intéressé à l'usage de l'histoire dans l'économie suisse et à une instrumentalisation de celle-ci par les pouvoirs publics. D'une part, cette analyse montre l'influence du secteur économique sur le pouvoir d'État ; d'autre part, elle met à jour les éventuelles altercations entre histoire et politique quand cette dernière est mise à mal.
- 4 La dernière contribution de ce chapitre, celle de Liliane Mottu-Weber, est quelque peu décalée par rapport à celles de ses confrères mais n'en demeure pas moins intéressante. En effet, l'auteure se place sur le terrain de l'autoréflexion, présentant son parcours universitaire pour proposer ensuite une explication argumentée et exemplifiée de l'invisibilité des femmes historiennes. Enfin, Liliane Mottu-Weber soulève la question du genre qui, selon elle, ne serait pas « résolue ». En revanche, elle ne se manifeste plus comme auparavant, les hommes connaissant désormais eux aussi des difficultés à trouver un poste à l'université.
- 5 La deuxième partie de l'ouvrage déplace le regard en traitant ou bien d'une personnalité particulière, ou bien en convoquant une autre discipline. Par exemple, Zsolt Keller traite de la Shoah selon la vision qu'en donne le juriste et journaliste Benjamin Sagalowitz. Le propos montre l'importance de la médiatisation de l'histoire sur des évolutions politiques. Une nouvelle fois, on constate le poids de l'histoire sur les décisions politiques. En effet, l'auteur présente la « professionnalisation des mesures de défense juives » (p. 90) avec, par exemple, la création de la commission « Aide et construction » de la Fédération suisse des communautés israélites (FSCI) qui joua un rôle de meneur spirituel pour les Juifs en Europe après la guerre, ou encore l'assouplissement de l'État suisse quant à sa politique d'admission des réfugiés face à l'Allemagne nazie.
- 6 Le métier d'historien est ensuite analysé au prisme de deux aspects. Claude Hauser s'intéresse à Herbet Lüthy qui se retrouva au centre d'un débat entre séparatistes et anti-séparatistes, à propos du territoire jurassien. Ainsi le chercheur montre-t-il qu'il est difficile pour un historien de s'en tenir à une seule position si l'on prend en compte

« la variété et le contexte de ses interventions dans la cité ainsi que ses propres réactions face aux résonances publiques de ses réflexions ou engagements » (pp. 120-121). Andrea Porrini propose ensuite une réflexion sur la médiatisation télévisuelle des historiens et de leurs discours sur la Seconde Guerre mondiale. Son étude montre une « corrélation entre la position de la chaîne dans l'espace médiatique, la place occupée par les historiens et le type d'histoire diffusée » (p. 132). Pour lui, la médiatisation est synonyme de vulgarisation puisque les historiens sont, selon ce qu'ils présentent, catégorisés comme étant des « vieux » ou des « nouveaux ». La télévision suisse tendrait à donc à dévaloriser certains de leurs propos. D'où une argumentation sur l'utilité de la mémoire dans la justification de l'histoire à des fins politiques, avec un exemple, celui de Georges-André Chevallaz qui aurait joué sur trois statuts : celui d'officier vétéran – témoin –, de conseiller fédéral – homme d'État – et d'historien. Comment pourrait-on alors le contredire?

- 7 Un peu en décalage par rapport aux contributions précédentes, Charles Heimberg s'intéresse à un autre type d'historien : l'enseignant d'histoire dans le secondaire. En surface, il en critique la profession et remet en question l'enseignement de « l'histoire de tous » qui met plusieurs aspects en tension : la nature même de l'histoire scolaire ; la mémoire et l'identité. Pour Charles Heimberg, l'histoire doit être une discipline enseignée par « élémentation », c'est-à-dire « une déconstruction des savoirs historiques et une reconstruction de ceux-ci en fonction des modalités d'apprentissage des élèves » (p. 141). Mais l'enseignement de l'histoire est difficile car il doit « permettre aux élèves de voir le monde avec davantage de sens critique » (*ibid.*). En définitive, l'auteur critique la formation actuelle des enseignants qu'il juge « insuffisante » et propose d'instaurer l'enseignement de l'« élémentation », en mettant en contact enseignement et recherche, en histoire comme en didactique.
- 8 Pour introduire la section concernant ce qui a trait à la représentation et à la fonction sociale de l'historien, Marc Perrenoud se fonde sur les débats de la fin du XX^e siècle portant sur le génocide des Juifs d'Europe et les relations avec les nazis. Son propos reste très, ou trop, théorique – rappel de trois études, présentation de cinq processus, liste des six catégories de protagonistes et une chronologie de sept phases historiques entre 1996 et 2002 –, et aurait mérité une étude de cas. Néanmoins, il se révèle fort utile pour comprendre l'évolution de l'importance des historiens suisses dans les débats liés à la « question juive » en Suisse. La proposition de Guy P. Marchal s'inscrit directement dans cette logique puisque ce dernier propose une autoréflexion sur le rôle civique de l'historien vis-à-vis d'une commémoration. En effet, ce dernier a été contacté pour être impliqué dans le jubilé (1986) de la bataille de Sempach, intitulé « 600 ans ville et campagne de Lucerne ». Son travail a engendré de vives réactions de la part d'autres historiens car il a renvoyé aux légendes un personnage important, un certain Winkelried qui, pour ses pairs, est incontournable dans l'histoire de ladite bataille. Cet exemple montre le décalage entre les acquis des sciences historiques et la conscience historique dans l'opinion publique.
- 9 Quant à Antoon De Baets, il propose une réflexion sur la question « La mémoire est-elle un droit ou un devoir? ». Cette dernière contribution interroge l'historien qui serait caché en chacun. Pour l'auteur, la mémoire est un droit et non un devoir, car l'imposer comme un devoir violerait les droits. Il précise que tous les devoirs envers les morts sont marqués par la mémoire et que trois groupes défendent ce devoir. Mais s'il présente ceux-ci de façon positive, c'est pour mieux les critiquer ensuite. Il en

contrecarre les idées tout en concluant par trois exceptions au devoir de mémoire : soi-même, les historiens et les gouvernements. En dernier ressort, Antoon De Baets explique que le droit à la mémoire et le droit à l'histoire sont détenus à la fois par les personnes et par la société toute entière, puisque, d'un côté, à titre individuel, il y a le désir d'oublier ou de se remémorer et, de l'autre, il y a le droit collectif à connaître la vérité sur le passé. En définitive, on comprend que chacun est libre du point de vue mémoriel et historique.

- 10 Pour conclure l'ouvrage, Olivier Dumoulin reprend l'essentiel des contributions et fait émerger l'idée qu'il y a toujours eu une interdépendance entre histoire et société ; ce qui a permis à la confédération helvétique de se construire au fil du temps. Il met également en avant l'évolution socio-politico-historique caractérisant « le monde de la science et celui de l'instrumentalisation publique » (p. 206). Si ces études concernent la Suisse, on comprend à leur lecture l'intérêt qu'elles représentent pour d'autres nations. Ainsi pourraient-elles s'appliquer à la société française, voire, offrir les termes d'une comparaison entre les deux pays...

AUTEURS

ANTHONY MICHEL

CREM, université Paul Verlaine-Metz
michelanthony@yahoo.fr